

Commune de Montoir-de-Bretagne

date de dépôt : 03 avril 2013

demandeur : ALSTOM SEXTANT 4, représenté
par Monsieur Girault Pascal

pour : édifier une usine de production,
bureaux, locaux sociaux et bâtiments
annexes, créer un espace de stockage du
matériel en partance ou en attente

adresse terrain : Rue de la Pierre Percée lieu-dit
Terminal Roulier du Grand Port, à Montoir-de-
Bretagne (44550)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de la commune de Montoir-de-Bretagne

Le maire de Montoir-de-Bretagne,

Vu la demande de permis de construire présentée le 03 avril 2013 par ALSTOM SEXTANT 4, représenté par Girault Pascal demeurant 3 Avenue André Malraux, Levallois-Perret (92300);

Vu l'objet de la demande :

- pour édifier une usine de production, bureaux, locaux sociaux et bâtiments annexes, créer un espace de stockage du matériel en partance ou en attente ;
- sur un terrain situé Rue de la Pierre Percée lieu-dit Terminal Roulier du Grand Port, à Montoir-de-Bretagne (44550) ;
- pour une surface de plancher créée de 18 900 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les pièces fournies en date du 14 juin 2013;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 9 décembre 2003, modifié le 27 août 2004, le 1er septembre 2006, le 27 avril 2007, le 27 juin 2008, le 12 février 2010, le 07 octobre 2011 et le 22 juin 2012 ;

Vu l'avis favorable du directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 23 mai 2013 ;

Vu l'avis favorable du directeur général de l'aviation civile en date du 23 avril 2013 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les réserves émises par le directeur général de l'aviation civile dans son avis en date du 23 avril 2013 ci annexées seront respectées.

Fait à Montoir de Bretagne, le 27 juin 2013
l'Adjoint à l'Urbanisme
et aux Affaires Foncières

Marcel LECLERC



- Le demandeur est invité à prendre connaissance des réserves ou observations émises par le président de la Carène, services eau et assainissement, ci-jointes.
- Le demandeur est invité à prendre connaissance des réserves ou observations émises par le directeur départemental des services d'incendie et de secours ci-jointes.
- Le projet est assujéti à la taxe d'aménagement qui se décompose en une part communale et une part départementale.
- Le projet est assujéti à la redevance d'archéologie préventive.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 24 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.